



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 14-18 novembre 2022

| | |
|------------------------|--|
| Distribution: générale | Point X de l'ordre du jour |
| Date: 7 juillet 2022 | WFP/EB.2/2022/X-X/X/DRAFT |
| Original: anglais | Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays |
| | Pour approbation |

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays – Inde (2023-2027)

| | |
|--|---|
| Durée | 1 ^{er} janvier 2023-31 décembre 2027 |
| Coût total pour le PAM | 27 606 713 dollars É.-U. |
| Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes* | 4 |

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

L'Inde, qui fait partie des principales économies mondiales, affiche un excédent alimentaire. Le pays est également doté de programmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire parmi les plus importants du monde, qui lui permettent de distribuer des rations subventionnées à plus de 800 millions de personnes et des repas scolaires à 118 millions d'enfants, et d'assurer une supplémentation alimentaire ciblée à 90 millions de femmes et d'enfants. Le Gouvernement a élargi son assistance alimentaire en distribuant des graines alimentaires aux personnes dont les moyens d'existence ont pâti de la pandémie de COVID-19.

Pourtant, une part importante de la population de l'Inde, qui compte 1,3 milliard d'habitants, ne parvient pas à avoir une alimentation et une nutrition satisfaisantes. Le Gouvernement a amélioré ses systèmes de transport et ses chaînes d'approvisionnement, mais il rencontre encore des difficultés liées au manque d'efficacité et aux pertes de graines alimentaires, dues aux mauvaises conditions de stockage. Les travailleurs migrants, les populations tribales et d'autres groupes marginalisés ont généralement du mal à se procurer de la nourriture et la teneur nutritionnelle de leur régime alimentaire est souvent insuffisante. Plus d'un tiers des enfants souffrent de malnutrition en raison d'un manque de connaissances et de mauvaises pratiques concernant la nutrition, l'hygiène, et l'accès à la nourriture et la consommation alimentaire au sein des ménages.

Coordonnateurs responsables:

M. J. Aylieff
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: john.aylieff@wfp.org

M. B. Parajuli
Directeur de pays
courriel: bishow.parajuli@wfp.org

Les femmes et les filles sont plus défavorisées du fait des inégalités entre les sexes. Les hommes émigrent vers les villes en quête de travail en laissant souvent derrière eux les femmes, qui s'occupent des exploitations agricoles et effectuent des tâches non rémunérées. L'Inde est également exposée à de graves risques liés aux changements climatiques, qui vont à l'encontre de ses objectifs de développement à long terme.

Le plan stratégique de pays pour 2023-2027 continuera de répondre aux priorités nationales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en renforçant les capacités des parties prenantes et en apportant un appui technique en vue de consolider les programmes nationaux de protection sociale et les dispositifs gouvernementaux.

Depuis 2012, le travail du PAM en Inde est axé sur le renforcement des capacités du pays. Le plan stratégique de pays pour 2023-2027 contribuera à l'obtention de l'effet direct stratégique 4 du PAM (les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés) et à la concrétisation des cibles de l'objectif de développement durable 2 (améliorer l'accès à la nourriture, réduire la malnutrition, accroître les revenus et les moyens d'existence et mettre en place des systèmes alimentaires résilients), tout en favorisant la réalisation des objectifs de développement durable 5 (égalité des sexes) et 13 (action climatique).

Les effets directs du plan stratégique de pays sont cohérents avec trois des quatre piliers du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour l'Inde: l'effet direct 3 concorde avec le pilier relatif à la prospérité, l'effet direct 2 avec le pilier relatif à la population et l'effet direct 4 avec le pilier relatif à la planète. Les thèmes transversaux du plan stratégique de pays, comme la problématique femmes-hommes et l'inclusion, contribuent au pilier relatif à la participation, l'objectif étant notamment de ne laisser personne de côté. Les effets directs du plan stratégique de pays sont les suivants:

- *Effet direct 1:* D'ici à 2030, les systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement indien viennent en aide de manière plus efficace et plus efficiente aux bénéficiaires qu'ils ciblent.
- *Effet direct 2:* D'ici à 2030, les bénéficiaires des systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement indien consomment davantage de produits alimentaires variés, nutritifs et enrichis.
- *Effet direct 3:* D'ici à 2030, dans les États ciblés, les femmes participant aux groupes d'entraide établis par le Gouvernement indien jouissent d'une mobilité sociale et financière améliorée.
- *Effet direct 4:* D'ici à 2030, en Inde, le Gouvernement, les groupes de la société civile et les communautés renforcent leur capacité d'adaptation à l'appui de moyens d'existence et de systèmes alimentaires résilients face aux aléas climatiques.

Les atouts essentiels du PAM en Inde sont les liens solides qu'il a forgés avec le Gouvernement central et les administrations des États et son aptitude à travailler en étroite collaboration avec eux, afin d'appuyer leurs priorités stratégiques en mettant à profit son expérience et ses compétences globales et techniques exceptionnelles. Au fil des années, le PAM a démontré que sa collaboration avec le Gouvernement et avec les autres parties prenantes, en vue de trouver des solutions et de renforcer les capacités dans de multiples domaines, portait ses fruits. Des évaluations rigoureuses qui apportent la preuve de l'impact des programmes justifient la transposition des activités à plus grande échelle, tandis que des travaux de recherche produisent des données factuelles utiles pour les activités de plaidoyer.

Le PAM travaillera en partenariat avec de multiples acteurs au niveau national et à celui des États, notamment le Gouvernement, le secteur privé, des organisations de la société civile, des entités des Nations Unies, des instituts de recherche et des universités.

Depuis 2015, le PAM a mis au point des solutions contextualisées pour renforcer les trois grands systèmes gouvernementaux de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire. Le plan stratégique de pays va de l'avant le long de cette trajectoire élargie, en mettant davantage l'accent sur la collaboration et le cofinancement au niveau des États et en privilégiant une plus grande cohérence entre les différents effets directs, jusque dans les années 2030. Comme le Premier Ministre indien, M. Narendra Modi, l'a si bien dit dans l'allocution qu'il a prononcée lors de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies: "Aujourd'hui, une personne sur six dans le monde est de nationalité indienne. Lorsque les Indiens progressent, cela donne également un élan au développement du monde. Lorsque l'Inde se développe, le monde se développe. Quand l'Inde se réforme, le monde se transforme."¹

Projet de décision*

Le Conseil d'administration approuve le plan stratégique de pays pour l'Inde (2023-2027) (WFP/EB.2/2022/X-X/X), pour un coût total pour le PAM de 27 606 713 dollars É.-U.

¹ Narendra Modi. 2021. *When India reforms, the world transforms, says PM Modi*.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. L'Inde est le deuxième pays le plus peuplé de la planète et la troisième économie mondiale à l'aune de la parité de pouvoir d'achat. Elle joue un rôle important dans des instances régionales et internationales telles que le Groupe des Vingt, l'Association sud-asiatique de coopération régionale et le groupe composé du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. L'Inde a adopté un système de gouvernement fédéral, dans lequel le développement social est confié aux États et aux territoires de l'Union. Ces dernières années, le pays n'a cessé de mettre en œuvre son programme de transformation en faveur d'un fédéralisme coopératif entre le Gouvernement central et les États et les territoires de l'Union, en vue de promouvoir une croissance économique et un développement humain équitables.
2. L'Inde a fait des progrès considérables en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire, mais les difficultés liées aux inégalités et à l'exclusion restent à surmonter. Selon l'indice de développement humain, l'Inde est actuellement classée au 131^e rang sur 189 pays et territoires avec un indice de 0,645, ce qui la place dans la catégorie des pays dont le développement humain est "moyen". Toutefois, s'agissant des inégalités, son indice tombe à 0,475, ce qui indique que les inégalités entre groupes liées au statut de citoyen ou de rural, au sexe, à la caste et à la situation géographique entravent le développement humain dans son ensemble². Les personnes appartenant aux tribus et aux castes énumérées³, qui figurent parmi les groupes socioéconomiques les plus défavorisés en Inde, sont souvent plus exposées à la malnutrition et ont un niveau d'instruction inférieur. Le statut de citoyen ou de rural et la situation socioéconomique influent également sur ces résultats.
3. Malgré les progrès remarquables accomplis en matière de production de grains alimentaires au cours des dernières décennies et le net recul de la malnutrition, l'Inde continue de supporter l'énorme fardeau de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et est classée au 101^e rang sur 116 pays, selon l'indice de la faim dans le monde de 2021^{4, 5}. En outre, les femmes et les filles souffrent de manière disproportionnée des inégalités touchant la répartition des vivres au sein des foyers, les normes socioculturelles leur imposant de manger moins et en dernier, quels que soient leur âge ou leur état de santé. D'après la cinquième enquête nationale sur la santé familiale, le taux de prévalence de la malnutrition chronique a diminué, mais celui du retard de croissance (19 pour cent environ) n'a pas évolué⁶. Les taux d'anémie augmentent et plus de la moitié des jeunes enfants, des adolescentes et des femmes en âge de procréer en souffrent. L'anémie est plus répandue parmi les enfants appartenant à des tribus et des castes énumérées ou à d'autres ménages pauvres⁷.

² Programme des Nations Unies pour le développement. 2020. *Rapport sur le développement humain 2020*.

³ Les castes et tribus énumérées sont des groupes désignés officiellement, dont la reconnaissance est prévue dans la Constitution indienne.

⁴ *Global Hunger Index 2021 – India*.

⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et autres. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020: Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*.

⁶ Gouvernement indien, Ministère de la santé et de la protection de la famille. 2021. *National Family Health Survey (NFHS-5) 2019-21 – Compendium of fact sheets*.

⁷ Gouvernement indien, Ministère de la santé et de la protection de la famille, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Conseil de population. 2019. *Comprehensive National Nutrition Survey: 2016-2018*.

4. L'Inde est classée au 123^e rang sur 189 pays selon l'indice d'inégalité de genre⁸. Les femmes sont sous-représentées dans la population active (une femme sur quatre contre huit hommes sur dix), mais elles sont plus nombreuses à travailler dans le secteur agricole (55 pour cent) que les hommes (39 pour cent), même si ces derniers possèdent la majeure partie des terres^{9, 10}. En conséquence, les moyens d'existence des femmes sont aussi plus vulnérables face aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques.
5. L'Inde est également vulnérable face aux aléas naturels et aux changements climatiques, les phénomènes les plus fréquents étant les tremblements de terre, les inondations, les sécheresses et les cyclones. Cette situation risque de s'aggraver à cause du réchauffement climatique. Sachant que 60 pour cent de l'ensemble des activités agricoles menées en Inde sont exposées aux aléas climatiques, en raison de leur dépendance à l'égard des précipitations, et que 42 pour cent de la population active travaille dans ce secteur, les changements climatiques pourraient compromettre considérablement la production et les moyens d'existence et aggraver l'insécurité alimentaire et nutritionnelle^{11, 12}.
6. L'Inde poursuit son relèvement après la pandémie de COVID-19, mais des problèmes restent à surmonter. Malgré l'action engagée immédiatement par le Gouvernement, qui a pris un ensemble complet de mesures pour atténuer les conséquences négatives de la pandémie sur les ménages les plus pauvres, moyennant l'élargissement de la protection sociale, les taux de pauvreté risquent d'augmenter légèrement¹³. Les administrations des États et des territoires de l'Union sont responsables de l'attribution des prestations au titre des systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire, mais pendant la crise, la mise en œuvre a laissé à désirer, avec des variations dans la fréquence, la qualité et l'exécution, en particulier dans les zones isolées¹⁴.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

7. Même avant la pandémie de COVID-19, la croissance économique de l'Inde avait commencé à ralentir pour la première fois en plus de trente ans. Selon l'analyse commune de pays pour l'Inde, il sera donc essentiel d'aller de l'avant et de mieux se relever après la COVID-19 pour changer de cap, revenir sur la bonne voie et relever le défi consistant à réaliser les ambitions du Programme [de développement durable à l'horizon] 2030.
8. Au cours des dix prochaines années, l'Inde sera la grande économie mondiale ayant la croissance la plus rapide et deviendra le pays le plus peuplé et comptant le plus grand nombre d'enfants et de jeunes. L'Inde doit toutefois surmonter des difficultés préoccupantes, car à l'échelle mondiale, près de la moitié des enfants souffrant de la faim, un tiers des personnes extrêmement pauvres et un tiers des adultes analphabètes vivent en Inde. En outre, on trouve en Inde la plus vaste population de travailleurs du secteur informel du monde et 22 villes parmi les 30 villes les plus polluées de la planète. Il ressort de l'analyse commune de pays que le succès du Programme 2030 à l'échelle mondiale dépendra de la mesure dans laquelle l'Inde réussira à transformer l'avenir de ses jeunes, notamment des femmes et des filles.

⁸ [United Nations Development Programme: Gender Inequality Index](#).

⁹ Ibid.

¹⁰ Banque mondiale. 2021. [Employées, agriculture, femmes \(% d'emploi des femmes\) – India](#); et [Employés, agriculture, hommes \(% d'emploi des hommes\) – India](#).

¹¹ Ibid; et Banque mondiale. 2021. [Emplois dans l'agriculture \(% du total des emplois\) – India](#).

¹² Agence des États-Unis pour le développement international. 2017. [Profil de risque climatique: Inde](#). [Climatelinks](#).

¹³ Banque mondiale. [The World Bank in India](#).

¹⁴ R. Gopinath et R. V. Bhavani. 2021. [Has COVID-19 taken the wind out of the sails of India's school feeding programme](#). [DownToEarth](#).

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

9. La loi nationale sur la sécurité alimentaire¹⁵ adoptée en Inde en 2013 vise à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes les plus vulnérables, grâce à ses programmes et dispositifs associés qui font de l'accès à la nourriture un droit. Le système public de distribution ciblée de l'Inde est le plus vaste dispositif de protection sociale fondé sur l'aide alimentaire du monde: il a pour mission de venir en aide aux deux tiers des personnes les plus vulnérables en Inde (environ 813 millions) en distribuant chaque mois des rations fortement subventionnées de blé ou de riz par l'intermédiaire de magasins dits "de commerce équitable". Pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire auxquels se sont heurtés les migrants et les travailleurs du secteur informel pendant la pandémie de COVID-19, le Gouvernement a eu recours à des légumes secs subventionnés, à des rations de suppléments alimentaires gratuites et à la carte "Une nation, une ration", qui permet aux migrants et aux autres bénéficiaires d'obtenir l'aide à laquelle ils ont droit dans n'importe quel magasin de commerce équitable du pays.
10. Il ressort de la cinquième enquête nationale sur la santé familiale qu'un enfant de moins de 5 ans sur cinq souffre d'émaciation, tandis qu'un enfant sur trois présente un retard de croissance ou une insuffisance pondérale, sans différence notable entre les filles et les garçons¹⁶. Les taux de prévalence du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale n'ont cessé de décroître depuis 2005, mais celui de l'émaciation stagne à environ 20 pour cent. Cette enquête a révélé que, s'agissant de malnutrition aiguë, parmi tous les groupes d'âge des enfants, c'est dans celui des enfants de moins de 1 an que les taux les plus élevés ont été observés. Les taux d'anémie ont augmenté dans toutes les tranches d'âge et tous les groupes démographiques, malgré les efforts déployés sans relâche par le Gouvernement pour fournir des suppléments. Bien qu'elle soit prévue au titre de la loi nationale sur la sécurité alimentaire, la mise en œuvre des services intégrés pour le développement de l'enfant et du programme de repas scolaires *Pradhan Mantri Poshan Shakti Nirman* (PM-POSHAN) a été entravée par la fermeture des centres Anganwadi¹⁷ et des écoles à cause de la COVID-19. La plupart des administrations des États et des territoires de l'Union ont néanmoins réussi à mettre en œuvre le programme, sous une forme ou une autre, au profit de leurs bénéficiaires.
11. Les petits exploitants représentent 86 pour cent des ménages d'agriculteurs en Inde. Au fil des ans, l'agriculture rurale s'est féminisée, étant donné qu'un plus grand nombre d'hommes ont émigré vers les villes pour travailler en laissant les femmes s'occuper de l'exploitation. Le Gouvernement a donné la priorité au développement d'entreprises non agricoles et de techniques adaptées aux petites exploitations, afin d'aider ces ménages à augmenter leur productivité et leurs revenus¹⁸. S'agissant de l'emploi, selon l'analyse commune de pays, le taux de participation des femmes à la population active est moins élevé en Inde que dans d'autres pays ayant un revenu par habitant comparable. Les femmes pourraient également être dissuadées d'intégrer le marché du travail en raison de normes et de pratiques discriminatoires persistantes. C'est plus particulièrement vrai pour les femmes appartenant aux castes et aux tribus énumérées. Afin de remédier à ce problème, plusieurs programmes visant à favoriser l'autonomisation économique des femmes grâce à

¹⁵ Gouvernement indien, Département de l'alimentation et de la distribution publique. *National Food Security Act (NFSA), 2013*.

¹⁶ Gouvernement indien, Ministère de la santé et de la protection de la famille. 2021. *National Family Health Survey (NFHS-5) 2019-21: India report*.

¹⁷ Anganwadi Services Scheme | Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant.

¹⁸ Gouvernement indien. 2022. *Economic Survey 2021-22. Chapter 7. Agriculture and Food Management*.

la création de groupes d'entraide ont été mis en place au niveau des États, en tant que stratégie pour l'avancement des femmes.

12. L'Inde, qui a mis l'accent sur la recherche agricole pour faire en sorte que ses systèmes alimentaires soient durables sur le plan environnemental, a produit 35 nouvelles variétés de cultures bioenrichies et tolérantes aux stress en 2021¹⁹. Les mesures prioritaires du plan d'action national relatif aux changements climatiques portent sur l'amélioration des cultures, la protection face aux inondations, l'assurance des récoltes et le soutien au crédit, parallèlement aux programmes préventifs de protection contre les catastrophes. Afin de favoriser durablement la sécurité alimentaire, l'Inde s'est lancée dans la promotion du mil, en tant que céréale intéressante sur le plan nutritionnel et résiliente face aux aléas climatiques. Les systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire ont été élargis, notamment pour faire face à la crise liée à la COVID-19, mais il est nécessaire d'améliorer le rapport coût-efficacité et de réduire au minimum le gaspillage, en optimisant les chaînes d'approvisionnement et en augmentant l'efficacité après récolte, moyennant par exemple l'accroissement de la capacité de stockage à froid.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

13. Dans le dernier rapport de suivi sur la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) établi par le Gouvernement, intitulé *SDG India Index report*²⁰, l'Institut national pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog)²¹ indique que les partenariats multipartites sont la pierre angulaire de la réalisation du Programme 2030 et des ODD et que, outre l'adaptation des ODD au contexte local, la collaboration avec le secteur privé, des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile est impérative, si l'on veut accélérer les progrès accomplis en vue d'atteindre les cibles associées aux ODD. Ce rapport présente un cadre des avantages des actions concertées, qui met en évidence les principaux domaines de collaboration suivants: connexion, complémentarité, transformation des systèmes, normes, innovation, approche systémique, partage des enseignements tirés, partage des risques, synergies, échelle et masse critique.
14. Le Gouvernement fait état de progrès concrets concernant quatre principales contributions à la réalisation de l'objectif de développement durable 17, notamment l'augmentation de la mobilisation des ressources nationales grâce à la réforme de la taxe sur les produits et services et d'autres systèmes. Les dispositifs gouvernementaux ont été réorganisés et simplifiés, afin d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et de réduire le gaspillage, ce qui permet de réaliser des économies pouvant être réinvesties dans les systèmes publics. Les initiatives visant à promouvoir le secteur privé et l'entrepreneuriat ont contribué à la croissance rapide de l'économie indienne, amélioré son classement selon l'indice de la facilité de faire des affaires et créé un écosystème dynamique de start-up. Le Gouvernement a également engagé des réformes de grande ampleur pour attirer les investissements étrangers directs. Par ailleurs, l'Inde a consolidé ses partenariats Sud-Sud en investissant dans le capital humain et le renforcement des capacités dans un certain nombre de secteurs, dans la région et au niveau mondial. Les investissements en faveur de coalitions axées sur l'apprentissage et le partage des connaissances et l'appui apporté à la riposte mondiale à la COVID-19 sont également des contributions fructueuses à la réalisation des cibles associées à l'ODD 17.

¹⁹ The Hindu BusinessLine. 2021. *Modi dedicates 35 crop varieties with special traits to nation*.

²⁰ Gouvernement indien, Institut national pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog). 2021. *SDG India Index & Dashboard 2020-21 Partnerships in the Decade of Action*.

²¹ L'institut NITI Aayog a été créé le 1^{er} janvier 2015. En sanskrit, "NITI" peut signifier moralité, comportement ou directives. Ce terme se réfère ici aux "politiques" et est une abréviation de "National Institution for Transforming India". Il s'agit du tout premier institut chargé de l'élaboration des politiques du pays, qui devrait stimuler la croissance économique nationale.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

15. Le riz, le blé et les autres produits distribués dans le cadre du système public de distribution ciblée favorisent une consommation régulière des ménages, mais pour la plupart, ils ne sont pas enrichis. Les autres défaillances sont les suivantes: qualité et disponibilité variables des graines alimentaires qui correspondent aux préférences locales; irrégularités dans la prestation de services; système de traitement des réclamations inadéquat, ce qui ne permet pas de repérer facilement les difficultés d'accès dans les zones reculées et d'y remédier.
16. Les principaux facteurs contribuant aux taux de malnutrition élevés enregistrés en Inde sont les suivants: mauvais état nutritionnel des femmes enceintes, des filles et des jeunes mères; manque d'accès des communautés défavorisées aux services de base (eau salubre, installations sanitaires, centres de nutrition et de santé); faible taux d'alphabétisation des filles et des femmes; connaissance insuffisante de l'importance d'une bonne nutrition et des pratiques adéquates à cet égard; attention insuffisante portée aux 1 000 premiers jours suivant la conception, s'agissant en particulier des pratiques d'alimentation complémentaire; et prise en compte limitée de l'importance de la nutrition infantile pendant les 8000 premiers jours. En raison de mariages précoces et de fréquentes grossesses, les adolescentes sont exposées à un risque accru de malnutrition.
17. D'après le dernier rapport de suivi sur la réalisation des ODD établi par le Gouvernement, le pays obtient dans l'ensemble de bons résultats pour huit ODD²², des résultats moyens pour six ODD et des résultats insuffisants pour les ODD 2 et 5. L'Inde étant un sous-continent vaste et divers, il est important de repérer les États qui obtiennent les moins bons résultats pour ces deux derniers ODD. Actuellement, les États du Jharkhand, du Bihar, du Meghalaya, du Chhattisgarh et de l'Uttar Pradesh sont les plus en retard pour ce qui est des cibles associées aux ODD 2 et 5. Ils sont également exposés à de graves risques climatiques et comptent d'importantes populations tribales. Avec plus de 200 millions d'habitants, l'Uttar Pradesh ploie sous le lourd fardeau de la faim. Quatre de ces cinq États enregistrent aussi les taux les plus élevés de retard de croissance du pays.
18. Les États qui ont le moins progressé en matière d'égalité femmes-hommes sont situés dans le nord-est (Assam, Arunachal Pradesh et Tripura), l'est (Bengale occidentale) et l'ouest (Rajasthan) du pays. S'agissant des changements climatiques, trois districts sur quatre en Inde sont exposés aux phénomènes climatiques extrêmes²³; la plupart sont situés dans les zones côtières et dans les régions du centre et du nord-est et souvent le long des rivières.
19. La politique nationale relative aux personnes handicapées (2006)²⁴ reconnaît que ces personnes constituent de précieuses ressources humaines pour le pays et vise à créer un environnement qui leur assure des chances égales, la protection de leurs droits et une participation à part entière à la vie dans la société. Malgré les multiples dispositifs gouvernementaux conçus pour aider les personnes handicapées, comme la livraison des rations à domicile dans le cadre du système public de distribution ciblée, il reste encore beaucoup à faire pour garantir leur inclusion.

²² Les progrès concernant l'ODD 17 n'ont pas été mesurés.

²³ A. Mohanty et S. Wadhawan. 2021. *Mapping India's Climate Vulnerability: A District-Level Assessment*. New Delhi: Council on Energy, Environment and Water.

²⁴ Gouvernement indien. Ministère de la justice sociale et de l'autonomisation. Département de la justice sociale et de l'autonomisation. 2006. *National Policy for Persons with Disabilities*.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

20. Les évaluations des projets pilotes menés dans le cadre du plan stratégique de pays (PSP) pour 2019-2023 ont fourni au PAM et au Gouvernement des données factuelles et des enseignements utiles, axés pour la plupart sur l'impact et la reproductibilité. Les évaluations de l'enrichissement des aliments ont été importantes dans la mesure où elles ont préconisé que l'État assume la responsabilité d'intensifier l'utilisation de riz enrichi dans les programmes de repas scolaires. Le travail du PAM en faveur de l'enrichissement du riz a aussi pesé sur la décision du Premier Ministre de lancer un programme pilote gouvernemental en 2020. Dans l'étude sur l'enrichissement menée dans l'État de Kerala, il a également été recommandé que le Gouvernement prenne en charge et gère les opérations, et le PAM a donc transféré la responsabilité des activités aux autorités à la fin de 2020.
21. En outre, le travail entrepris au titre du PSP pour 2019-2023 a consolidé le rôle joué par le PAM, en tant que partenaire de choix en matière de soutien technique et de renforcement des capacités pour les trois systèmes indiens de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire (système public de distribution ciblée, PM-POSHAN et services intégrés pour le développement de l'enfant), dans les domaines suivants: réforme des systèmes, optimisation des chaînes d'approvisionnement, enrichissement des graines alimentaires de base, production locale de suppléments alimentaires nutritifs et amélioration des moyens d'existence des femmes grâce aux groupes d'entraide. Le PAM a montré qu'il pouvait avoir un impact plus important en jouant un rôle de facilitateur et en intervenant au niveau des systèmes ou des programmes. Il est venu en aide indirectement à plus de 150 millions de personnes grâce aux activités qu'il a menées au niveau national et à celui des États.
22. Dans deux autres domaines de travail, le PAM a réussi à définir un espace bien déterminé où apporter sa contribution. Premièrement, en partenariat avec le Bureau chargé du suivi et de l'évaluation du développement au sein du NITI Aayog, il a aidé les États à renforcer leurs capacités de suivi et d'évaluation, notamment pour le suivi de la réalisation de l'ODD 2 adapté au contexte local. Deuxièmement, il a pris des dispositions pour travailler avec des entités nationales aux fins de la préparation aux catastrophes, de la gestion des crises et de l'adaptation aux changements climatiques, en partenariat avec l'Institut national de gestion des catastrophes. Le PAM a contribué à l'intégration du mil dans les programmes gouvernementaux en facilitant les échanges de connaissances. Les premiers travaux sur les activités de sensibilisation aux changements climatiques lui ont permis de soumettre une proposition de projet au Fonds pour l'adaptation.
23. Au lendemain de la crise liée à la COVID-19 en 2020 et du confinement national, au cours duquel plus de 80 millions de travailleurs migrants sont restés bloqués dans les villes, dans l'incapacité de rentrer chez eux ou d'accéder aux aides auxquelles ils avaient droit au titre du système public de distribution ciblée, le PAM a aidé le Gouvernement central à rendre le système utilisable partout dans le pays grâce à la création de la carte "Une nation, une ration", qui permet aux bénéficiaires d'accéder aux aides auxquelles ils ont droit chaque mois dans n'importe quel magasin de commerce équitable du pays. En outre, le PAM a mis au point un prototype de l'*Annapurti*²⁵, un distributeur de plusieurs types de graines alimentaires. Ces distributeurs, qui sont intégrés dans le réseau des points de vente du Gouvernement, permettent aux bénéficiaires d'accéder aux aides auxquelles ils ont droit à tout moment de la journée ou de la nuit. Le PAM expérimente leur utilisation dans plusieurs zones urbaines avant qu'ils soient financés et mis en service par le Gouvernement.

²⁵ Le terme "*Annapurti*" vient du nom de la déesse hindoue Annapurna, qui signifie en sanskrit "dispensatrice de nourriture".

24. À des fins de sensibilisation à l'égard de la problématique femmes-hommes et de l'inclusion, le PAM a pris l'initiative de recueillir des données factuelles pour mettre en évidence les inégalités sociales et entre les sexes dans l'accès à la nourriture, sa consommation et son utilisation au sein des ménages et dans les populations tribales.
25. Trois enseignements notables ont été tirés du PSP pour 2019-2023: le PAM devrait poursuivre le travail qu'il a entrepris en matière de protection sociale et de nutrition tenant compte de la problématique femmes-hommes et l'élargir à un plus grand nombre d'États; les partenaires gouvernementaux cherchent des solutions novatrices pour atteindre au cours de la Décennie d'action les cibles associées à l'ODD 2 qu'ils se sont fixées; et le Gouvernement attend du PAM qu'il donne des conseils et propose des idées novatrices pour résoudre les problèmes de développement persistants liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en tirant éventuellement parti des innovations et des initiatives couronnées de succès observées dans d'autres pays.
26. L'analyse commune de pays a souligné que le principal défi d'ordre stratégique auquel l'Inde doit faire face est la transformation de l'avenir de la plus vaste population de jeunes du monde, notamment des filles et des femmes. Les quatre principales priorités du système des Nations Unies en Inde sont les suivantes: accorder une place centrale aux femmes et aux filles et favoriser les changements visant à transformer les relations entre les sexes; refonder le contrat social et améliorer les services essentiels, notamment dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale; mettre à profit la démographie et la technologie pour favoriser les emplois productifs, les compétences et la transformation structurelle; et faciliter une transition climatique résiliente et inclusive ainsi qu'une utilisation efficiente des ressources.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

27. Ainsi qu'il est souligné dans le dernier rapport de suivi sur la réalisation des ODD établi par le Gouvernement, l'Inde place les partenariats au tout premier rang de ses objectifs nationaux pendant la Décennie d'action, dans le but de poursuivre l'adaptation des ODD au contexte local au niveau des États, l'accent étant mis sur les ODD 2 et 5, pour lesquels le pays obtient des résultats insuffisants. Le PSP contribue à répondre à ces priorités nationales en aidant le Gouvernement dans les domaines suivants: accès à la nourriture, nutrition, renforcement des compétences et avancement des femmes grâce à l'augmentation des revenus des coopératives de femmes; ces initiatives auront une incidence sur la pauvreté et sur la gestion des aléas climatiques et des risques, ce qui favorisera l'adoption de systèmes alimentaires durables.
28. Le travail du PAM est en phase avec les quatre piliers du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après le Plan-cadre de coopération) et vise à donner aux groupes marginalisés les moyens d'accéder aux services et aux systèmes gouvernementaux, y compris dans les domaines de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de l'éducation (population). Le PAM collaborera également avec les dispositifs qui donnent de l'autonomie aux filles, aux garçons, aux femmes et aux hommes et les dotent de compétences et de techniques (prospérité), soutiennent les politiques et les activités de plaidoyer, et renforcent les capacités du Gouvernement et des communautés en matière d'adaptation aux changements climatiques (planète). Le travail du PAM appuie en outre le pilier transversal de la participation, afin que personne ne soit laissé de côté.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

29. Pendant la troisième vague de la pandémie de COVID-19 en Inde, le PAM a recueilli les points de vue des parties prenantes en menant un processus consultatif virtuel. Il a tenu des consultations distinctes avec le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs (le ministère qui sert de relais au PAM, à savoir celui qui est chargé au premier chef de la gestion de ses relations avec le Gouvernement, et qui représente le Gouvernement indien, principal donateur) et avec d'autres ministères d'exécution partenaires. Le PAM a organisé dans trois États (Odisha, Rajasthan et Uttar Pradesh) des consultations virtuelles auxquelles ont participé des représentants des administrations des États, de la société civile, des universités et des groupes de recherche. Il a également tenu une consultation distincte avec des organisations de la société civile et du secteur privé ayant leur siège à New Delhi, ainsi que des consultations informelles avec des femmes appartenant à des groupes d'entraide travaillant sur la production des rations à emporter à Fatehpur (Uttar Pradesh). Les bénéficiaires du système public de distribution ciblée qui ont expérimenté le premier *Annapurti* à Haryana ont également fourni des indications sur l'incidence du travail du PAM sur leur vie.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

30. Le PAM continuera de soutenir le Gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour renforcer ses programmes et ses systèmes en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficacé des trois systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire et des autres missions et dispositifs gouvernementaux, qui favorisent et confortent la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence et développent la résilience face aux chocs. Le travail du PAM sera axé sur la collaboration au niveau des États, en particulier dans les États ayant pris du retard dans la réalisation de l'ODD 2, et contribuera à atteindre les objectifs du Gouvernement en matière d'adaptation au contexte local et de hiérarchisation des priorités.
31. Avec le soutien financier du secteur privé et des administrations des États et en s'appuyant sur des projets pilotes et des évaluations, le PAM continuera de faire la démonstration de solutions novatrices susceptibles d'attirer des investissements publics pour la transposition des activités à plus grande échelle et pour la documentation et le partage des meilleures pratiques dans l'ensemble des États et dans d'autres pays de la région. Les quatre effets directs du PSP se renforcent mutuellement; ils contribuent également à la réalisation des quatre premières cibles secondaires associées à l'ODD 2 aux niveaux stratégique et systémique, en mobilisant les ministères et les départements communs pour remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, tout en permettant aux acteurs à l'échelle du pays et des États de mettre en place un système alimentaire plus durable.
32. Le portefeuille d'activités renforce les quatre piliers du Plan-cadre de coopération et répond directement à quatre des cinq priorités exposées dans l'analyse commune de pays, en permettant de: favoriser les changements de nature à transformer les relations entre les sexes et à promouvoir l'avancement des femmes; renforcer les capacités et l'appui technique de manière à consolider les systèmes et les programmes gouvernementaux dans les domaines de la nutrition, de la sécurité alimentaire, de l'éducation et de la protection sociale; collaborer avec les systèmes étatiques pour développer les compétences et augmenter les revenus; et faciliter une transition climatique résiliente et inclusive. Toutes les activités comporteront un élément central transversal relatif à l'équité femmes-hommes et à l'inclusion des personnes marginalisées, en particulier des personnes handicapées, ainsi que des activités ciblées de recherche et de plaidoyer pour éclairer les politiques gouvernementales et faire en sorte qu'elles soient plus inclusives et tiennent davantage compte de la problématique femmes-hommes.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement indien viennent en aide de manière plus efficace et plus efficiente aux bénéficiaires qu'ils ciblent

Effet direct stratégique du PAM

33. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

34. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

35. Cet effet direct du PSP contribuera à l'obtention de l'effet 2 du Plan-cadre de coopération (D'ici à 2027, toutes les personnes, y compris les enfants, les femmes et les populations marginalisées, peuvent avoir accès plus facilement toute l'année à des aliments nutritifs, variés, abordables et en quantité suffisante, et en consommer davantage); il contribue à la mise en œuvre de la loi nationale de 2013 sur la sécurité alimentaire en renforçant le système public de distribution ciblée.

Produits escomptés

36. Les produits 1.1 à 1.3 permettront d'obtenir l'effet direct 1 du PSP.

- Produit 1.1: Les parties prenantes au niveau national et à celui des États ont des capacités et des connaissances renforcées, contribuant à améliorer l'efficacité et la qualité des systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement.

37. En continuant de renforcer la capacité du Gouvernement et des autres parties prenantes à mettre en œuvre les réformes prescrites ayant trait au système public de distribution ciblée, s'agissant notamment de l'utilisation de la technologie et de l'apprentissage autorégulé, le travail du PAM contribuera à rendre ce système plus efficace pour venir en aide aux bénéficiaires ciblés, y compris les groupes marginalisés, et à améliorer la transparence et la responsabilité concernant les méthodes de ciblage, ce qui facilitera l'accès des bénéficiaires à l'aide alimentaire à laquelle ils ont droit. Le travail du PAM sera appuyé par les conseils et le soutien stratégiques du Gouvernement central et des administrations des États et par les partenariats techniques noués avec le secteur privé en vue d'obtenir cet effet direct.

- Produit 1.2: Les systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement sont plus efficaces grâce à l'appui technique, à l'apprentissage et à l'innovation, l'objectif étant d'améliorer l'accès des bénéficiaires vulnérables aux prestations.

38. En apportant une assistance technique et en proposant des innovations et des technologies, le PAM contribuera à l'efficacité et à l'inclusivité du système public de distribution, ce qui permettra de réaliser des économies pouvant être réinvesties dans le programme et d'accomplir ainsi des progrès dans la réalisation des cibles secondaires associées à la cible 1 de l'ODD 2. Le travail du PAM sera appuyé par les conseils stratégiques et les investissements financiers du Gouvernement central et des administrations des États et par les partenariats noués avec le secteur privé dans des domaines techniques.

- Produit 1.3: Les capacités nationales d'évaluation des programmes de protection sociale et de suivi des ODD sont renforcées au niveau des fonctionnaires, des parties prenantes et des systèmes.

39. En renforçant les capacités nationales de suivi et d'évaluation et en prenant davantage en compte la problématique femmes-hommes, le Gouvernement sera mieux à même de suivre et d'évaluer le système public de distribution ciblée, le PM-POSHAN, les services intégrés pour le développement de l'enfant et les autres dispositifs de protection sociale. Cette démarche devrait être utile pour tirer des enseignements qui contribueront à améliorer l'efficacité de ces programmes, ce qui permettra de réaliser des économies pouvant être réinvesties et d'augmenter l'efficacité de la lutte contre la malnutrition et la faim dans le pays. Avec l'adaptation des ODD au contexte local dans les États et les territoires de l'Union, le Gouvernement continuera probablement d'investir dans des initiatives visant à renforcer les capacités de suivi et d'évaluation des ODD. Le PAM s'associera directement avec le Gouvernement et avec le consortium de partenaires de développement œuvrant dans le domaine de l'évaluation, ainsi qu'avec les services de planification des États.

Activité essentielle

Activité 1: Assurer le renforcement des capacités, apporter un soutien technique et proposer des solutions novatrices au Gouvernement et aux autres parties prenantes appuyant les systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire

40. Cette activité sera mise en œuvre par l'intermédiaire des ministères et avec certaines administrations des États, afin de renforcer l'efficacité et l'efficacité des systèmes gouvernementaux et de constituer une base de données factuelles. Les économies ainsi réalisées pourront être réinvesties dans ces systèmes, afin d'augmenter les prestations, d'améliorer la qualité nutritionnelle, d'inclure un plus grand nombre de groupes marginalisés, y compris des personnes handicapées, et de favoriser l'équité femmes-hommes, ce qui contribuera à la réalisation des cibles de l'ODD 2 adaptées au contexte local.

Partenariats

41. Le PAM continuera de collaborer avec le Département de l'alimentation et de la distribution publique, qui relève du Ministère de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique, au niveau national et avec les départements de la condition féminine et du développement de l'enfant et les départements de l'éducation nationale au niveau des États, afin d'obtenir les produits 1.1 et 1.2, et avec le Bureau chargé du suivi et de l'évaluation du développement pour le produit 1.3, ainsi qu'avec leurs homologues gouvernementaux au niveau des États. Le PAM s'appuiera sur ces organes gouvernementaux au niveau national et à celui des États pour obtenir des conseils sur les orientations stratégiques, pour définir les priorités concernant le soutien technique et le renforcement des capacités et, dans certains États, pour mobiliser des cofinancements. Avec le Bureau chargé du suivi et de l'évaluation du développement, le PAM réalisera des évaluations conjointes ayant trait à la sécurité alimentaire qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes. L'obtention de l'effet direct 1 du PSP sera également facilitée par le partenariat avec la Fondation pour l'innovation et le transfert de technologie relevant de l'Institut indien de technologie de Delhi, au sein duquel le PAM a participé à la création d'un laboratoire sur les systèmes publics, afin de travailler en collaboration sur l'optimisation des chaînes d'approvisionnement et sur des solutions novatrices, comme la mise au point de tableaux de bord pour le suivi, et de mobiliser des fonds conjointement.

Hypothèses

42. L'environnement opérationnel étant stable en Inde et le Gouvernement s'employant à améliorer l'efficacité et l'efficacité de ses systèmes nationaux de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire, l'hypothèse retenue est que les travaux entrepris dans le cadre de la précédente stratégie de pays seront poursuivis sans difficulté et que la couverture sera élargie au niveau des États, si le financement le permet.

43. Le PAM part du principe que le renforcement des capacités concernera tous les niveaux du système et que le Gouvernement continuera de donner la priorité à l'octroi d'allocations au titre de la loi nationale sur la sécurité alimentaire et aux initiatives visant à promouvoir un accès équitable des femmes à la nourriture. Alors que les donateurs du secteur privé continuent de financer en priorité la technologie et l'innovation, il reste difficile de mobiliser des fonds en faveur du développement des capacités nationales d'évaluation.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

44. Dans le cadre de son partenariat avec l'Institut indien de technologie de Delhi, établi par l'intermédiaire du laboratoire sur les systèmes publics, le PAM veille à garantir la pérennité du renforcement de la chaîne d'approvisionnement et du soutien technique en faveur du système public de distribution ciblée. Fort des enseignements tirés de son travail concernant ce système, le PAM élargira le soutien technique relatif à la chaîne d'approvisionnement aux services intégrés pour le développement de l'enfant, au PM-POSHAN et à d'autres programmes gouvernementaux. Le PAM, qui est l'un des partenaires de développement du Gouvernement en matière de renforcement des capacités de suivi et d'évaluation, poursuivra ce travail pendant toute la durée du PSP.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les bénéficiaires des systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement indien consomment davantage de produits alimentaires variés, nutritifs et enrichis

Effet direct stratégique du PAM

45. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

46. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

47. Cet effet direct du PSP contribuera à l'obtention des effets du Plan-cadre de coopération 2 (D'ici à 2027, toutes les personnes, y compris les enfants, les femmes et les populations marginalisées, peuvent avoir accès plus facilement toute l'année à des aliments nutritifs, variés, abordables et en quantité suffisante, et en consommer davantage) et 3 (D'ici à 2027, les enfants et les adolescents, en particulier les plus vulnérables, peuvent recevoir de manière équitable un enseignement de qualité, pour bénéficier d'un apprentissage tout au long de la vie dans un environnement sûr et inclusif). Il s'inscrit dans le cadre de l'appui apporté par le PAM au projet du Premier Ministre, qui souhaite inclure du riz enrichi dans le système public de distribution ciblée et dans d'autres dispositifs de protection sociale, et au programme intégré de soutien nutritionnel Mission Poshan 2.0, un dispositif général relevant du Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant.

Produits escomptés

48. Les produits 2.1 et 3.1 permettront d'obtenir l'effet direct 2 du PSP.
- Produit 2.1: Les parties prenantes au niveau national et à celui des États ont des connaissances et des capacités accrues leur permettant d'améliorer la teneur nutritionnelle et de favoriser la consommation des aliments utilisés dans les programmes gouvernementaux de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire.

49. L'apport d'un soutien technique aux administrations des États et au secteur privé, en vue d'utiliser du riz enrichi dans le système public de distribution ciblée, le PM-POSHAN et les services intégrés pour le développement de l'enfant, et de produire localement des suppléments alimentaires spécialisés pour les services intégrés pour le développement de l'enfant, permettra d'améliorer la teneur nutritionnelle des aliments distribués dans le cadre de ces systèmes. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements serviront à repérer les obstacles à la consommation d'aliments nutritifs et à encourager une utilisation appropriée de cette aide alimentaire gouvernementale, afin d'augmenter l'apport d'aliments nutritifs et variés et d'améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires, en particulier des plus vulnérables, notamment les jeunes enfants, les femmes enceintes, les adolescentes et les jeunes mères, une attention particulière étant accordée aux personnes handicapées. Ces activités de communication s'attaqueront également aux normes discriminatoires à l'encontre des femmes qui ont une incidence sur l'accès à l'alimentation et à la nutrition des femmes, des hommes, des filles et des garçons.
- Produit 3.1: Les parties prenantes au niveau des États ont des connaissances et des capacités accrues leur permettant d'améliorer la production et la consommation d'aliments nutritifs dans le cadre des programmes en milieu scolaire.
50. Apportant son appui au PM-POSHAN, le PAM collaborera avec le Gouvernement, les écoles et les autres parties prenantes, en vue de renforcer les capacités des cuisiniers des cantines scolaires en matière de nutrition, de sécurité sanitaire des aliments et d'hygiène et d'expérimenter des jardins à vocation nutritionnelle dans les États ciblés, pour accroître la disponibilité d'aliments nutritifs frais, tout en mettant au point des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour développer les connaissances et faire progresser l'équité femmes-hommes et l'inclusion.

Activités essentielles

Activité 2: Assurer des activités de renforcement des capacités et de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, dans les domaines de l'enrichissement des graines alimentaires et de la production locale de suppléments alimentaires, à l'intention du Gouvernement et des autres parties prenantes intervenant dans les programmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire ou en bénéficiant

Activité 3: Assurer des activités de renforcement des capacités et de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention du Gouvernement et des autres parties prenantes, afin d'améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs variés et d'en promouvoir l'utilisation dans les programmes en milieu scolaire

51. Le PAM continuera de travailler aux côtés des administrations des États en vue d'assurer un soutien technique et le renforcement des capacités, en ciblant en particulier les partenaires gouvernementaux à de multiples niveaux et en collaborant avec le secteur privé, notamment les fabricants de matériel et les producteurs de riz en grain enrichi. Des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et un appui technique supplémentaire concernant les jardins scolaires seront assurés par des institutions de recherche et des organisations non gouvernementales locales. Les activités de démonstration de la faisabilité couronnées de succès seront transposées à plus grande échelle par les administrations des États, le PAM apportant un soutien technique supplémentaire sur demande. Si on le lui demande, ce dernier continuera de faciliter et d'appuyer les visites d'échange d'expériences dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, concernant l'enrichissement des aliments et les programmes d'alimentation scolaire pris en main par les pouvoirs publics.

Partenariats

52. Le PAM collaborera avec les partenaires pour le développement de la nutrition, y compris le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en partageant les données d'expérience et les meilleures pratiques en matière d'enrichissement des aliments. Il continuera de travailler avec l'Autorité indienne de la sécurité sanitaire des aliments et des normes alimentaires et s'associera avec des donateurs et des organisations non gouvernementales, comme la fondation Bill et Melinda Gates, PATH International et Nutrition International, pour apporter un soutien en matière d'enrichissement du riz. Une approche de nature à transformer les relations femmes-hommes sera adoptée pour la production décentralisée de suppléments alimentaires nutritifs par des groupes d'entraide féminins appuyés par les missions des États pour les moyens d'existence ruraux, ce qui favorisera l'autonomisation économique des femmes. Le PAM collaborera également avec l'Institut indien de la recherche sur les légumes situé à Varanasi et avec la Fondation Akshaya Patra, pour le soutien technique et les activités de plaidoyer visant à renforcer les programmes gouvernementaux de repas scolaires, tout en s'associant avec le Forum mondial sur la nutrition infantile et avec d'autres membres du réseau d'alimentation scolaire, à des fins de coordination et de partage des meilleures pratiques entre États.

Hypothèses

53. Le PAM part du principe que l'enrichissement des aliments et l'amélioration de la qualité des rations à emporter utilisées par les services intégrés pour le développement de l'enfant continueront d'être prioritaires pour le Gouvernement, étant donné notamment que les taux de prévalence de l'anémie et du retard de croissance des enfants restent élevés et persistants et que les pratiques d'alimentation complémentaire sont encore loin d'être optimales. La nutrition restera prioritaire pour les donateurs qui ont investi dans le travail du PAM, surtout les donateurs du secteur privé.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

54. Le PAM a fait la démonstration d'une méthode efficace de transfert des responsabilités dans l'État de Kerala où, après avoir fini d'apporter la preuve de la faisabilité de l'enrichissement des suppléments nutritionnels, il a transféré avec succès à l'administration de l'État la responsabilité de la transposition à plus grande échelle et a mis fin à ses activités dans cet État en 2020. Cette même approche sera appliquée pour le PSP dans les États où l'administration est en mesure de transposer à une plus grande échelle les activités pilotes du PAM et a alloué les ressources financières nécessaires à cet effet. Pendant cette Décennie d'action, le PAM interviendra dans d'autres États qui ont pris du retard dans la réalisation de l'ODD 2.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, dans les États ciblés, les femmes participant aux groupes d'entraide établis par le Gouvernement indien jouissent d'une mobilité sociale et financière améliorée

Effet direct stratégique du PAM

55. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique du PAM 4 (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

56. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

57. L'effet direct 3 du PSP va dans le sens de l'effet 4 du Plan-cadre de coopération (D'ici à 2027, les personnes tireront profit d'une croissance durable et inclusive, à laquelle elles contribueront, grâce à un accroissement de la productivité, de la compétitivité et de la diversification des activités économiques, qui se traduira par des emplois, des moyens d'existence et des revenus décents, en particulier pour les jeunes et les femmes). D'après l'analyse commune de pays, les progrès accomplis par l'Inde en matière de travail décent et de croissance économique ont été sérieusement compromis par la pandémie de COVID-19, qui a mis en péril les moyens d'existence de plus de 400 millions de travailleurs. Les normes sexistes en vigueur ont aggravé ces problèmes pour les femmes, qui ont subi une perte plus importante de leurs moyens d'existence et dont l'accès à la nourriture est devenu plus difficile à cause de la pandémie. Le Gouvernement indien a mis en place en 2011 la Mission nationale pour les moyens d'existence ruraux, dans le but de réduire la pauvreté moyennant des activités indépendantes productives ou des emplois salariés qualifiés, à l'intention en particulier des femmes rurales; l'objectif était d'augmenter les revenus en milieu rural grâce aux groupes d'entraide, tout en favorisant l'avancement des femmes et l'équité femmes-hommes.

Produit escompté

58. Le produit 4.1 permettra d'obtenir l'effet direct 3 du PSP.
- Produit 4.1: Les groupes d'entraide féminins au niveau des États disposent de moyens d'action et ont une capacité renforcée à augmenter leurs revenus.
59. En mettant l'accent sur la consolidation des mécanismes de coordination des groupes d'entraide, l'expérimentation de nouvelles méthodes de développement des capacités, l'amélioration des moyens d'existence et le renforcement des liens avec les marchés, le PAM apportera un soutien technique aux missions des États pour les moyens d'existence ruraux et au secteur privé, et développera leurs capacités, afin de leur permettre de renforcer les activités des groupes d'entraide féminins, ce qui les rendra autonomes et financièrement viables.

Activité essentielle

Activité 4: Assurer des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique et proposer des solutions novatrices aux groupes d'entraide féminins

60. Le PAM collaborera avec les missions des États pour les moyens d'existence ruraux en vue de recenser les besoins, de mettre au point des solutions et d'assurer le renforcement des capacités de leur personnel et des membres des groupes d'entraide féminins dans les États ciblés. À titre d'exemple, le partenariat du PAM avec la Mission Shakti dans l'État d'Odisha bénéficiera à plus de sept millions de femmes rurales appartenant à 700 000 groupes d'entraide, qui recevront une formation et un appui en matière de commercialisation pour améliorer leur mobilité sociale et financière. Ce modèle sera reproduit dans d'autres États pendant toute la durée du PSP.

Partenariats

61. Ces activités seront menées directement avec les missions des États pour les moyens d'existence ruraux, qui assureront la coordination et la direction, tandis que des partenariats seront noués avec des entités du secteur privé pour mettre au point des solutions utilisant la technologie et d'autres outils, qui peuvent améliorer la capacité d'apprentissage et de gain des femmes membres des missions. D'après l'expérience acquise, les missions devraient être également une source de financement pour les activités du PAM.

Hypothèses

62. L'obtention de cet effet direct du PSP repose sur l'hypothèse que des fonds seront mis à disposition, notamment par les missions des États pour les moyens d'existence ruraux, et que ces missions et les groupes d'entraide féminins seront en mesure de poursuivre la mise en œuvre des activités et de générer durablement des revenus après le transfert des responsabilités.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

63. La durée prévue de l'action du PAM dans chaque État serait de deux ans environ; les principaux indicateurs de l'aptitude à assumer les responsabilités sont la capacité de l'administration de l'État à gérer et à suivre le réseau des groupes d'entraide féminins, et à leur apporter un soutien technique grâce à ses propres systèmes et capacités, de manière à ce que, au bout du compte, les femmes continuent de disposer de moyens d'action et de jouir d'une mobilité financière améliorée.

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, en Inde, le Gouvernement, les groupes de la société civile et les communautés renforcent leur capacité d'adaptation à l'appui de moyens d'existence et de systèmes alimentaires résilients face aux aléas climatiques

Effet direct stratégique du PAM

64. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

65. Cet effet direct du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

66. L'effet direct 4 du PSP contribue à l'effet 5 du Plan-cadre de coopération (D'ici à 2027, le Gouvernement indien, les communautés, le secteur privé et d'autres acteurs peuvent prendre des mesures éclairées pour faire face aux changements climatiques, à la pollution et à la perte de biodiversité, et pour maintenir et rétablir l'intégrité écologique, en ayant les moyens d'incorporer ces mesures dans les programmes, plans et politiques intersectoriels et en prenant en compte les populations les plus vulnérables). D'après l'analyse commune de pays, la durabilité environnementale, s'agissant notamment de la qualité de l'air, de la rareté de l'eau, de la salinité croissante des zones intérieures et côtières, de la dégradation des terres et de la fréquence et de l'intensité croissantes des phénomènes climatiques, est en passe de devenir le prochain grave problème de développement pour le Gouvernement indien.

Produits escomptés

67. Les produits 5.1 et 5.2 permettront d'obtenir l'effet direct 4 du PSP.
- Produit 5.1: Les parties prenantes au niveau national et à celui des États ont des capacités renforcées s'agissant de s'attaquer aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le cadre des mécanismes d'intervention face aux catastrophes et aux aléas climatiques.
68. Moyennant un processus consultatif, le PAM travaillera avec le Gouvernement national, les administrations des États et des partenaires de la société civile pour repérer les lacunes dans les capacités et, conjointement avec les universités et les partenaires des Nations Unies, il concevra et mettra en œuvre des programmes de renforcement des capacités qui permettront aux parties prenantes de répondre aux priorités de la cible 4 de l'ODD 2.

- Produit 5.2: Les mécanismes nationaux d'intervention face aux aléas climatiques sont renforcés pour améliorer la résilience au niveau des communautés en cas de chocs naturels et d'autres phénomènes climatiques.

69. Le PAM collaborera avec des organisations spécialisées nationales et internationales en vue d'adapter et de mettre au point des moyens d'intervention face aux aléas climatiques, novateurs et tenant compte de la problématique femmes-hommes, et s'emploiera à faciliter leur expérimentation par le Gouvernement national et les administrations des États, la société civile et les communautés parties prenantes. Les stratégies adoptées au niveau des communautés viseront essentiellement à combler l'écart entre les femmes et les hommes dans l'accès à l'information et à la technologie ayant trait à la résilience face aux aléas climatiques, en adaptant les solutions aux circonstances. Les évaluations fourniront des données factuelles que le Gouvernement pourra utiliser comme point de départ pour transposer les solutions probantes à plus grande échelle.

Activité essentielle

Activité 5: Assurer des activités d'assistance technique sur la gestion intégrée des risques et le renforcement de la résilience face aux aléas climatiques à l'intention du Gouvernement central, des administrations des États et des communautés

70. En tant qu'activité de renforcement des capacités des pays, l'activité 5 s'adressera aux institutions nationales et à celles des États et des communautés, en mettant l'accent sur les États exposés aux catastrophes comme l'Odisha et le Tamil Nadu. Les activités mettront en lumière la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les plans et les interventions au niveau national et à celui des États et viseront à renforcer les systèmes alimentaires, de manière à réduire les effets des catastrophes naturelles récurrentes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Les stratégies appliquées au niveau des communautés incorporeront des solutions adaptées aux femmes et aux hommes et, lorsque cela est possible, des approches propres à transformer les relations femmes-hommes, comme l'inclusion numérique des agricultrices qui permettra d'améliorer leur accès en temps utile à l'information climatique. Les meilleures pratiques seront consignées et partagées dans le cadre de la collaboration Sud-Sud.

Partenariats

71. Les principaux partenaires stratégiques du PAM sont le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, l'Institut national de gestion des catastrophes, le Ministère de l'environnement, des forêts et des changements climatiques et le Département indien des services météorologiques, tandis que les principaux partenaires opérationnels sont les départements de l'administration des États concernés, Sphere India et l'All India Disaster Mitigation Institute. Le PAM collaborera également avec des entités techniques et des instituts de recherche et avec des organisations telles que la fondation M. S. Swaminathan pour la recherche et la State Millet Mission, en ce qui concerne la recherche et la documentation et les échanges Sud-Sud. L'établissement de partenariats avec d'autres entités des Nations Unies sera recherché.

Hypothèses

72. L'obtention de l'effet direct stratégique 4 du PSP repose sur plusieurs hypothèses, notamment les suivantes: la proposition relative au projet du Fonds pour l'adaptation sera approuvée en novembre 2022, l'investissement des administrations des États en faveur d'une série d'activités complémentaires sera suffisant, les fonctionnaires seront disponibles et intéressés et la coordination interministérielle sera efficace. Il est supposé également que le Gouvernement continuera de soutenir les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Enfin, il est supposé que les parties prenantes s'entendront sur les stratégies clés et se les approprieront.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

73. Le projet du Fonds pour l'adaptation durera pendant toute la période de mise en œuvre du PSP et sera transféré aux administrations des États au bout de cinq ans. Comme dans le cas d'autres initiatives de renforcement des capacités des pays, le PAM interviendra ensuite dans d'autres États s'il dispose des fonds nécessaires.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

74. Les effets directs 1 et 4 du PSP seront axés sur le développement des capacités des acteurs nationaux (fonctionnaires, acteurs du secteur privé, communautés et organisations de la société civile) et sur le renforcement des institutions (ministères, départements administratifs et secteur privé), tandis que l'effet direct 2 sera centré sur le renforcement des capacités des parties prenantes nationales et infranationales en matière de nutrition et d'éducation et que l'effet direct 3 mettra l'accent sur l'appui technique à apporter aux missions des États pour les moyens d'existence ruraux, en vue de consolider les groupes d'entraide féminins.
75. Au vu des tendances observées par le passé en travaillant au niveau des systèmes et compte tenu de la plus grande place accordée aux initiatives menées au niveau des communautés avec des groupes d'entraide féminins et dans le domaine des systèmes alimentaires et des moyens d'existence résilients face aux aléas climatiques, le PAM viendra en aide chaque année indirectement, dans le cadre de ses interventions de renforcement des capacités des pays, à un nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons compris entre 100 et 300 millions. Cet effectif variera selon le stade de l'intervention (expérimentation ou transposition à plus grande échelle) et en fonction de la population de l'État concerné. La responsabilité de la réalisation des cibles des ODD incombant aux administrations des États, le PAM continuera de travailler avec celles qui ont pris du retard dans la réalisation de l'ODD 2.
76. La majorité des personnes aidées indirectement par le PAM sont des bénéficiaires des programmes gouvernementaux de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire ou des coopératives relevant des missions des États pour les moyens d'existence ruraux; elles comprennent des femmes enceintes et des mères allaitantes, de jeunes enfants, des enfants d'âge scolaire, des ruraux pauvres, des personnes handicapées, des migrants, des petits exploitants et des pêcheurs, des femmes appartenant à des groupes d'entraide et des groupes tribaux et autres groupes défavorisés.

4.2 Transferts

77. Le PSP dans son ensemble contribue à l'obtention de l'effet direct stratégique 4 du PAM (les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés). Le PAM continuera d'assurer des activités d'appui technique et de renforcement des capacités stratégiques à l'intention du Gouvernement et des autres parties prenantes pendant toute la durée du PSP.

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

78. L'orientation stratégique de ce PSP étant la même que celle du précédent PSP, le PAM continuera de faire appel à des experts techniques pour épauler le Gouvernement et les autres partenaires, et des membres de son personnel seront affectés dans les principaux ministères et dans les départements de l'administration des États. Des membres du personnel du PAM sont actuellement affectés dans des administrations publiques de plusieurs États (Chhattisgarh, Haryana, Kerala, Meghalaya, Odisha, Rajasthan, Uttarakhand et Uttar Pradesh), certains d'entre eux étant également détachés auprès des unités chargées de la gestion des programmes au sein des ministères. Le PAM maintiendra son bureau auxiliaire à Bhubaneswar et continuera d'affecter du personnel dans les administrations publiques là où cela est nécessaire et s'il y a lieu. Le PAM ne s'attend pas à devoir modifier la dotation en effectifs ou leur structure pour obtenir les effets directs du PSP, et une faible rotation du personnel a été observée.

4.4 Partenariats

79. Le PAM continuera d'assurer des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités à l'intention de plusieurs ministères et départements de l'administration des États, et par leur intermédiaire, dans le cadre de partenariats techniques et stratégiques. Le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs²⁶ sert de relais au PAM; il est chargé d'approuver les plans de travail et de réunir les ministères partenaires, et de veiller au versement de la contribution financière annuelle du Gouvernement au PSP.
80. Sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies, le PAM encouragera l'adoption d'approches intégrées dans l'ensemble du Plan-cadre de coopération, renforçant sa collaboration avec d'autres entités des Nations Unies afin que le système des Nations Unies apporte au plan du Gouvernement relatif à la réalisation du Programme 2030 un soutien collectif plus efficace.
81. L'institut NITI Aayog est le principal interlocuteur du Gouvernement dans ses interactions avec le système des Nations Unies. S'agissant des effets directs 1 et 4 du PSP, le PAM continuera de travailler avec le Bureau chargé du suivi et de l'évaluation du développement et avec la division chargée de l'agriculture et des secteurs connexes du NITI Aayog. Au titre de l'effet direct 1 du PSP, le PAM continuera de collaborer avec le Département de l'alimentation et de la distribution publique (divisions de l'entreposage et des politiques), qui relève du Ministère de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique, avec la Food Corporation of India et avec l'Institut indien de technologie de Delhi, pour ce qui est des partenariats techniques et stratégiques.
82. Des partenariats techniques et stratégiques en lien avec l'effet direct 2 du PSP seront établis avec le Ministère de l'éducation nationale et le Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant, ainsi qu'avec leurs homologues gouvernementaux au niveau des États, avec l'Autorité indienne de la sécurité sanitaire des aliments et des normes alimentaires et avec le Bureau indien de normalisation. La coordination avec les partenaires pour le développement de la nutrition, y compris l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la Santé, sera assurée par la Mission Poshan 2.0.
83. Les partenaires en lien avec l'effet direct 3 axent leur action sur l'autonomisation économique des femmes et comprennent des missions des États pour les moyens d'existence ruraux, comme la Mission Shakti dans l'État d'Odisha.

²⁶ Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, Département de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, Division de la coopération internationale.

84. Les travaux liés à l'effet direct 4 seront menés dans le cadre de partenariats techniques et stratégiques établis avec le Ministère de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, l'Institut national de gestion des catastrophes et les départements de l'administration des États chargés de l'agriculture, des forêts et de l'environnement, et de la météorologie, tandis que Sphere India, l'All India Disaster Mitigation Institute, la fondation M. S. Swaminathan pour la recherche et Isha Outreach²⁷ figureront parmi les partenaires techniques et stratégiques non gouvernementaux.
85. Dans les domaines de la recherche, des données factuelles et des activités de plaidoyer, les partenaires seront notamment le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, l'Institut national de la nutrition, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides et le Conseil indien de recherche agricole-Institut central pour les femmes dans le secteur agricole. Le PAM collaborera également avec les départements de l'administration des États qui travaillent avec les populations tribales, pour ce qui est de la recherche et de la coopération technique à l'appui des moyens d'existence des communautés tribales, et avec le Département chargé de l'autonomisation des personnes handicapées, au sein du Ministère de la justice sociale et de l'autonomisation, et d'autres associations de personnes handicapées, afin de faciliter les travaux sur le handicap et l'inclusion.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

86. Le Bureau du PAM en Inde dispose de solides moyens pour réaliser des évaluations détaillées prenant en considération la problématique femmes-hommes, qui rendent compte de l'efficacité des programmes. L'approche fondée sur la théorie du changement qui a été adoptée éclaire la conception et la logique d'intervention du PSP et elle renforcera son évaluabilité. Le PSP mettant l'accent sur le soutien technique et le renforcement des capacités, le succès de ses activités sera mesuré de deux manières. Lorsque le PAM conçoit et expérimente des solutions novatrices à l'intention du Gouvernement, les évaluations seront réalisées en fixant des valeurs de référence et en mesurant ensuite l'évolution à la fin du projet. Lorsque le PAM met au point des applications ou des systèmes d'apprentissage en ligne, le suivi sera intégré afin de mesurer l'utilisation et l'évolution des connaissances ou de l'apprentissage. Au moins une évaluation décentralisée sera réalisée, probablement en lien avec l'effet direct 3 du PSP sur le renforcement des moyens d'existence des groupes d'entraide féminins. Des évaluations conjointes thématiques seront menées en partenariat avec le Bureau chargé du suivi et de l'évaluation du développement.
87. Un examen à mi-parcours du PSP sera réalisé pour mesurer les progrès accomplis et évaluer si les partenaires du PAM – essentiellement les partenaires gouvernementaux – sont satisfaits de sa mise en œuvre; en outre, une évaluation aidera à définir l'orientation du prochain PSP au cours des dernières années de la Décennie d'action.

²⁷ "Isha" est le mot hindi pour "divin".

88. La recherche est un autre point fort du bureau de pays du PAM en Inde, s'agissant en particulier des évaluations inclusives intégrant la problématique femmes-hommes. Moyennant des enquêtes de portée limitée, le PAM recueillera et analysera des données, qui serviront de référence pour les activités de plaidoyer. À titre d'exemple, l'étude menée en 2021 dans le Rajasthan a permis au Gouvernement de comprendre la situation tragique des groupes tribaux dans le sud de l'État et a étayé les activités de plaidoyer concernant l'accès à la nourriture et son utilisation au sein des ménages, les difficultés rencontrées pour bénéficier des prestations du Gouvernement en faveur des ménages et la migration provoquée par les répercussions des changements climatiques sur les moyens d'existence traditionnels. Pour la plupart des effets directs, le PAM s'en remettra aux rapports et aux systèmes gouvernementaux pour suivre les progrès accomplis.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

89. Le PAM suit pour le PSP en Inde une approche consistant à obtenir un fort impact à moindre coût, selon laquelle il peut apporter la preuve des bons résultats obtenus grâce à des projets pilotes et à leur évaluation, le Gouvernement utilisant ensuite ses ressources pour transposer à plus grande échelle les projets couronnés de succès. Les quatre effets directs du PSP sont tous liés aux priorités du Gouvernement relatives aux cibles associées aux ODD 2 et 5 et sont mis en œuvre en collaboration avec le Gouvernement de manière à renforcer les programmes de celui-ci, ce qui permet d'intégrer l'harmonisation stratégique. Le Gouvernement est également le principal donateur du PAM, suivi du secteur privé. En conséquence, aucune activité n'est entreprise sans que son financement ne soit assuré au préalable.
90. Il est possible qu'en raison des normes préjudiciables aux femmes en vigueur en Inde, les femmes et les filles ne bénéficient pas équitablement des avantages des programmes gouvernementaux. C'est pourquoi le PAM continuera de signaler au Gouvernement les problèmes liés à la problématique femmes-hommes et de collaborer avec lui à cet égard, grâce à ses activités de recherche et de plaidoyer et à ses partenariats avec des instances s'occupant de l'égalité des sexes. Parallèlement, il mettra l'accent sur les programmes visant à transformer les relations entre les femmes et les hommes, dans le cadre de l'effet direct 3 du PSP, et sur les mesures favorisant l'autonomisation économique des femmes, afin de renforcer l'impact des activités menées par le PAM sur les obstacles structurels à l'égalité des sexes.

Risques opérationnels

91. Les approbations des activités du PAM par le Gouvernement pourraient subir des retards. Si tel est le cas, comme pendant la pandémie de COVID-19, le calendrier des activités sera revu. Le fait d'avoir du personnel affecté dans les administrations publiques permet d'atténuer les conséquences des retards dans les opérations.

Risques fiduciaires

92. S'agissant de la COVID-19, des procédures opératoires et des systèmes normalisés sont en place pour que le télétravail soit efficace. En outre, du matériel médical est mis à la disposition du personnel. La pollution atmosphérique à New Delhi et les cyclones dans l'État d'Odisha sont des menaces saisonnières qui pèsent sur la santé et le bien-être du personnel et sont gérées grâce à des purificateurs d'air et à un plan de continuité des opérations actualisé.

5.3 Garanties sociales et environnementales

93. Les activités de renforcement des capacités des pays menées par le PAM reposant sur la consolidation des programmes et des systèmes gouvernementaux, elles ne devraient avoir que très peu de conséquences négatives, voire aucune, pour l'environnement ou la population en général.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

94. Le budget relatif à chaque effet direct du PSP est établi d'après les tendances passées concernant l'obtention des résultats en temps voulu et la mobilisation de contributions à emploi spécifique auprès des donateurs du secteur privé, des administrations des États et d'autres fonds de développement. Depuis toujours, le type d'activités qui seront entreprises au titre de l'effet direct 1 sont celles qui ont attiré le plus de fonds du secteur privé; elles ont également affiché le taux d'utilisation des ressources le plus élevé parmi les activités entreprises dans le cadre du PSP pour 2019-2023, avec un faible pourcentage de frais fixes. Les effets directs 2 et 3 du PSP sont également susceptibles d'attirer des fonds du secteur privé et, ainsi qu'il a été observé récemment, des administrations des États.

TABLEAU 1: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)

| Effet direct du plan stratégique de pays | Activité | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | Total |
|--|----------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| 1 | 1 | 1 194 159 | 1 270 262 | 1 443 075 | 1 640 539 | 1 678 914 | 7 226 949 |
| 2 | 2 | 1 003 686 | 1 057 132 | 969 057 | 1 066 359 | 1 082 246 | 5 178 479 |
| 2 | 3 | 565 279 | 590 373 | 644 627 | 720 417 | 718 686 | 3 239 382 |
| 3 | 4 | 857 114 | 923 498 | 997 472 | 1 126 500 | 1 159 798 | 5 064 382 |
| 4 | 5 | 1 124 494 | 1 232 759 | 1 354 926 | 1 554 586 | 1 630 757 | 6 897 522 |
| Total | | 4 744 733 | 5 074 024 | 5 409 156 | 6 108 400 | 6 270 401 | 27 606 713 |

6.2 Perspectives et stratégie de mobilisation de ressources

95. Trois principales tendances se dégagent de l'analyse des sources de financement du PSP précédent. La première concerne l'accroissement des contributions du secteur privé, qu'il s'agisse de leur montant ou de la part des fonds totaux mobilisés (ceci est particulièrement frappant pour les activités menées au titre des effets directs 1 et 2 du PSP). Cette tendance est due au fait que, selon la politique en matière de responsabilité sociale des entreprises adoptée par le Gouvernement indien, les entreprises qui remplissent les conditions requises doivent affecter 2 pour cent de leurs bénéfices nets à des causes sociales. En collaboration avec le fonds d'affectation spéciale du PAM pour l'Inde, le PAM s'emploie à améliorer l'accès aux fonds recueillis au titre de la responsabilité sociale des entreprises. En outre, il s'associera avec plusieurs donateurs mondiaux ayant des intérêts commerciaux en Inde, ainsi qu'avec des organismes multilatéraux qui ont investi dans le pays.

96. La deuxième tendance principale est liée au fait qu'au titre d'accords de partenariat passés au niveau des États, le PAM a commencé récemment à recevoir des contributions à emploi spécifique provenant des budgets des administrations des États pour des activités pluriannuelles d'appui technique. Étant responsables de la réalisation des cibles des ODD qu'ils se sont fixées, les États sont disposés à investir leurs ressources dans l'appui technique apporté par le PAM. Ce dernier continuera de rechercher des partenariats et des financements au niveau des États pendant toute la durée du PSP.
97. La troisième tendance concerne les dons des particuliers. Dans le cadre de son partenariat avec le fonds d'affectation spéciale du PAM pour l'Inde, le PAM étudie les possibilités de mobiliser des fonds grâce aux dons des particuliers, car les Indiens ont montré qu'ils s'intéressaient aux causes locales et étaient prêts à faire des dons en leur faveur.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'INDE (JANVIER 2023-DÉCEMBRE 2027)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cible 9 de l'ODD 17: Renforcement des capacités

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement indien viennent en aide de manière plus efficace et plus efficiente aux bénéficiaires qu'ils ciblent

Catégorie d'effet direct: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

i) Le Gouvernement continue de donner la priorité à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des populations vulnérables; ii) des fonds suffisants sont disponibles pour mettre en œuvre les activités prévues; iii) les crédits alloués par le Gouvernement indien pour renforcer l'efficacité au moyen de réformes technologiques sont maintenus au titre de la loi nationale sur la sécurité alimentaire; iv) le Gouvernement continue d'accorder la priorité au renforcement des capacités d'évaluation au niveau national et au niveau des États.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Nombre de personnes bénéficiant (bénéficiaires indirects du PAM) des systèmes et des programmes de protection sociale nationaux pour lesquels le PAM a fourni un appui technique

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

1. Assurer le renforcement des capacités, apporter un soutien technique et proposer des solutions novatrices au Gouvernement et aux autres parties prenantes appuyant les systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

1.2 Les systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement sont plus efficaces grâce à l'appui technique, à l'apprentissage et à l'innovation, l'objectif étant d'améliorer l'accès des bénéficiaires vulnérables aux prestations (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

1.3 Les capacités nationales d'évaluation des programmes de protection sociale et de suivi des ODD sont renforcées au niveau des fonctionnaires, des parties prenantes et des systèmes (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

1.1 Les parties prenantes au niveau national et à celui des États ont des capacités et des connaissances renforcées, contribuant à améliorer l'efficacité et la qualité des systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les bénéficiaires des systèmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire établis par le Gouvernement indien consomment davantage de produits alimentaires variés, nutritifs et enrichis

Catégorie d'effet direct: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

i) Les stratégies du Gouvernement continuent d'offrir la possibilité d'améliorer la dimension nutritionnelle des programmes publics – grâce à l'enrichissement et à la diversification des aliments; ii) de nombreuses données factuelles sont produites pour sensibiliser le Gouvernement; iii) le Gouvernement consacre des ressources suffisantes à l'amélioration de la nutrition.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale concernant la santé et la nutrition à l'école, y compris l'alimentation scolaire, qui ont été renforcés ou élaborés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités ou de sensibilisation

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

2. Assurer des activités de renforcement des capacités et de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, dans les domaines de l'enrichissement des graines alimentaires et de la production locale de suppléments alimentaires, à l'intention du Gouvernement et des autres parties prenantes intervenant dans les programmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire ou en bénéficiant (1.3: Programme de prévention de la malnutrition)

2.1 Les parties prenantes au niveau national et à celui des États ont des connaissances et des capacités accrues leur permettant d'améliorer la teneur nutritionnelle et de favoriser la consommation des aliments utilisés dans les programmes gouvernementaux de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

2.1 Les parties prenantes au niveau national et à celui des États ont des connaissances et des capacités accrues leur permettant d'améliorer la teneur nutritionnelle et de favoriser la consommation des aliments utilisés dans les programmes gouvernementaux de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

3. Assurer des activités de renforcement des capacités et de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention du Gouvernement et des autres parties prenantes, afin d'améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs variés et d'en promouvoir l'utilisation dans les programmes en milieu scolaire (1.5: Programmes en milieu scolaire)

3.1 Les parties prenantes au niveau des États ont des connaissances et des capacités accrues leur permettant d'améliorer la production et la consommation d'aliments nutritifs dans le cadre des programmes en milieu scolaire (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

3.1 Les parties prenantes au niveau des États ont des connaissances et des capacités accrues leur permettant d'améliorer la production et la consommation d'aliments nutritifs dans le cadre des programmes en milieu scolaire (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, dans les États ciblés, les femmes participant aux groupes d'entraide établis par le Gouvernement indien jouissent d'une mobilité sociale et financière améliorée

Catégorie d'effet direct: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

i) Les stratégies du Gouvernement continuent d'offrir la possibilité de renforcer les groupes d'entraide féminins; ii) des fonds suffisants sont disponibles pour mettre en œuvre les activités prévues.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

4. Assurer des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique et proposer des solutions novatrices aux groupes d'entraide féminins (1.7: Acquisition de compétences et création de moyens d'existence au niveau des individus et des ménages)

4.1 Les groupes d'entraide féminins au niveau des États disposent de moyens d'action et ont une capacité renforcée à augmenter leurs revenus (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, en Inde, le Gouvernement, les groupes de la société civile et les communautés renforcent leur capacité d'adaptation à l'appui de moyens d'existence et de systèmes alimentaires résilients face aux aléas climatiques

Catégorie d'effet direct: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

i) Le Gouvernement indien soutient activement les activités visant à s'attaquer aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le cadre des mécanismes d'intervention face aux catastrophes et aux aléas climatiques; ii) la coordination interministérielle est efficace; iii) des fonds suffisants sont disponibles pour mettre en œuvre les activités prévues.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire avec l'aide du PAM

Ressources mobilisées (valeur en dollars) pour les systèmes nationaux contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD avec l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

5. Assurer des activités d'assistance technique sur la gestion intégrée des risques et le renforcement de la résilience face aux aléas climatiques à l'intention du Gouvernement central, des administrations des États et des communautés (1.9: Mesures de protection contre les chocs climatiques)

5.2 Les mécanismes nationaux d'intervention face aux aléas climatiques sont renforcés pour améliorer la résilience au niveau des communautés en cas de chocs naturels et d'autres phénomènes climatiques (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

5.1 Les parties prenantes au niveau national et à celui des États ont des capacités renforcées s'agissant de s'attaquer aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le cadre des mécanismes d'intervention face aux catastrophes et aux aléas climatiques (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

CC-1. Protection

Indicateurs transversaux

CC-1.5: Le PAM respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC-2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC-2.2: Pourcentage de bureaux de pays et d'unités du PAM respectant ou dépassant les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC-4. Durabilité environnementale

Indicateurs transversaux

CC-4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC-4.2: Pourcentage de bureaux du PAM appliquant un système de gestion environnementale

ANNEXE II

| VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (<i>en dollars</i>) | | | | | |
|---|---|---|---|---|-------------------|
| | Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM | Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM | Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM | Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM | Total |
| | Effet direct 1 du PSP | Effet direct 2 du PSP | Effet direct 3 du PSP | Effet direct 4 du PSP | |
| Domaine d'action privilégié | Causes profondes | Causes profondes | Causes profondes | Renforcement de la résilience | |
| Transferts | 4 667 577 | 5 137 487 | 3 261 322 | 4 621 955 | 17 688 341 |
| Mise en œuvre | 1 029 862 | 1 500 649 | 731 703 | 886 328 | 4 148 542 |
| Coûts d'appui directs ajustés | 1 088 428 | 1 265 959 | 762 263 | 1 038 263 | 4 084 913 |
| Total partiel | 6 785 867 | 7 904 095 | 4 755 288 | 6 476 546 | 25 921 797 |
| Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent) | 441 081 | 513 766 | 309 094 | 420 976 | 1 684 917 |
| Total | 7 226 949 | 8 417 861 | 5 064 382 | 6 897 522 | 27 606 713 |

Liste des sigles utilisés dans le présent document

| | |
|------------|--|
| NITI Aayog | Institut national pour la transformation de l'Inde |
| ODD | objectif de développement durable |
| PM-POSHAN | Pradhan Mantri Poshan Shakti Nirman (programme de repas scolaires) |
| PSP | plan stratégique de pays |